

Assemblée Générale de l'UNIRS du jeudi 13 octobre 2022 Proposition de Motion d'actualité et d'orientation.

(Version du 19 septembre 2022)

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et Retraités Solidaires (UNIRS) a tenu son Assemblée Générale 2022 le jeudi 13 octobre 2022, une partie en présence physique dans les locaux de Solidaires (... camarades) et une partie en visioconférence (... camarades). Ces camarades représentaient les retraités et retraitées de Solidaires départementaux, de syndicats nationaux et de fédérations membres de Solidaires.

L'environnement dans lequel nous aurons à développer notre activité syndicale va forcément fortement conditionner tant nos priorités revendicatives que nos capacités à agir. Pour essayer de programmer notre activité au cours des douze prochains mois, il nous faut donc essayer de dessiner ce que sera notre environnement global et ce à quoi nous allons être prioritairement confrontés au cours de la période qui s'ouvre. En octobre 2022, nous pouvons dégager quelques tendances lourdes qui vont marquer la période et qui donc devraient amener le mouvement syndical, dont notre modeste structure de retraités et retraitées, à s'organiser pour agir efficacement dans un tel cadre : l'environnement écologique, l'environnement démocratique et politique, l'environnement économique et social.

L'environnement écologique

Dans le prolongement des années que nous venons de vivre, le souci premier de l'humanité et la vigilance première des organisations syndicales seront-ils leur attention portée à la qualité de notre environnement vital ? La dégradation de la planète est une des conséquences d'un système économique global qui dégrade tout sur son passage et provoque l'accroissement des inégalités et la consolidation d'une pauvreté multiforme y compris dans les sociétés « développées ». La montée du nombre de violences des groupes religieux extrémistes, prioritairement sur les populations des pays où ils ont pris le pouvoir, les migrants qui meurent en mer et aux frontières des pays riches, chassés par la corruption, la guerre, la famine, l'absence de droits humains et sociaux, sont aussi des problèmes majeurs auxquels nous serons encore confrontés. Ce que nous avons pu voir au cours des derniers mois rien qu'en France devrait être suffisant pour amener plus de personnes et plus d'organisations et de structures à se mobiliser pour éviter que l'humanité ne poursuive ainsi son emballement vers le précipice. La disposition de l'eau douce va, d'année en année, devenir un

enjeu central. Il y a déjà un grand nombre de régions, de pays, où c'est le cas, où les populations se battent pour disposer de l'eau des sources, des rivières, des fleuves. Ça va devenir de plus en plus le cas aussi dans les pays situés en zone tempérée. Il y a déjà des tensions depuis des années en Espagne quant aux priorités dans les irrigations, entre les terrains de golf et les terrains agricoles. En France, il y a déjà des tensions et des conflits quant à l'exploitation des zones humides, des sources, et leur appropriation privée (par exemple en montagne pour faire de la neige artificielle, en plaine pour des industries polluantes et des monocultures industrialisées). Telle multinationale de l'eau en bouteille assèche des villages ; telle exploitation agricole, telle monoculture de céréales non adaptée à notre climat, grandes consommatrices d'eau, tirent sur les eaux des rivières et pompent l'eau des nappes phréatiques pour constituer des méga-bassines destinées à perpétuer une agriculture industrielle d'un autre temps ; telle industrie gâche et pollue des quantités énormes d'eau des rivières et des fleuves ; tel genre d'urbanisation accélère le rejet vers la mer des eaux

de pluie par la bétonisation des sols. Le fonctionnement des centrales nucléaires est notamment dépendant de la quantité des eaux disponibles pour leur refroidissement, ce qui fragilise, finalement, une grande partie de notre énergie électrique. Des remises en cause de certaines productions et de certaines industries sont indispensables, en amont de tout, pour repousser les changements climatiques, l'assèchement des sols, etc. Le constat n'est pas nouveau, et même de la part des dirigeants. Déjà, en septembre 2002, Jacques Chirac, Président de la République, déclarait : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* ». Nous ne pouvons pas dire que nous ne savons pas. Nous faisons le constat de la destruction de la Nature, nous mesurons les conséquences dans de multiples domaines des pollutions de l'air, de l'eau, des sols, du réchauffement climatique accéléré lié à l'activité humaine, de la gestion des déchets, de l'utilisation des terres, de la dégradation d'une partie de ce qui nous alimente et que nous consommons tous les jours, de l'effondrement de la biodiversité (dont la préservation garantirait l'humanité contre l'apparition de nouvelles pandémies). Mais, globalement et majoritairement, l'humanité est indifférente, au mieux passive.

Pourtant, c'est bien la question qui devrait être première dans toutes les têtes aujourd'hui : savoir ce que l'humanité va devenir, ce que va devenir le vivant qui nous entoure et dans lequel nous baignons et nous vivons. Nous, nous savons qu'il n'y a pas de « Plan B », qu'il n'y a pas une autre planète disponible dans laquelle nous pourrions nous transférer pour continuer comme avant, qu'il n'y a pas de bond scientifique en avant qui permettrait de continuer comme avant, et même plus. Nous savons que nous sommes condamnés à vivre, à survivre, sur la Terre, et que celle-ci a des

Notre maison brûle, et nous brûlons avec. En France, en Europe, dans le monde, des discours sont portés, des actions sont parfois menées pour inverser cette tendance, pour agir, produire, transporter, communiquer, consommer autrement. Parfois, des adhérents et des adhérentes, des militantes et des militants de Solidaires sont dans ces mouvements. Mais notre organisation syndicale, et que dire du syndicalisme dans son ensemble, est encore bien timide et discrète collectivement. Au mieux, il nous arrive de dire. Nous nous dédouanons souvent en affirmant que c'est le capitalisme qui est la cause de tout ceci. C'est en grande partie vrai, mais nous ne pouvons-nous satisfaire de couler avec le Titanic en chantant que c'est à cause du capitaine : nous coulons avec.

capacités limitées et des réserves elles aussi limitées : si nous les détruisons beaucoup plus vite qu'il leur faut de temps pour se reconstituer, nous savons qu'un jour ou l'autre, ça ne sera plus possible, sauf à se dire « après moi, le déluge », c'est-à-dire à « jouer l'autruche ». Cette prise de conscience est maintenant de plus en plus partagée, notamment en matière extractive. Nous savons que les réserves de pétrole ne sont pas inépuisables et que, progressivement, la rareté va s'installer sur ce marché. Et nous pouvons imaginer les conséquences, mais nous avons les plus grandes difficultés à modifier nos modes de production, de transport, de communication, de consommation. L'idée est très prégnante que la technologie et l'intelligence humaine surmonteront ces difficultés. Ainsi, la décarbonation des mix énergétiques et électriques est certes devenue une priorité pour répondre aux objectifs climatiques internationaux, ce qui va dans le bon sens, mais cette progression des investissements dans certaines énergies renouvelables crée de nouvelles dépendances du fait de l'accélération de la demande pour certains métaux et terres rares, cuivre, cobalt, lithium, nickel, etc. Là aussi, les réserves ne sont pas illimitées, et les prix et les tensions, et les conflits, iront croissant au fur et à mesure que s'installera la rareté sur ces différents marchés. Il faudra donc aussi, à terme, revoir nos technologies, y compris celles qui sont considérées « de pointe » aujourd'hui. La finitude des ressources n'est jamais considérée. Le discours dominant néolibéral vante les bienfaits d'un modèle extractiviste, productiviste et consumériste, source de croissance et de développement, ce qui voudrait dire, pour ces idéologues, source de bonheur. Face à ça, il nous faut imaginer, créer, mettre en œuvre des modèles sobres, adaptés, résilients.

Dire seulement, et ne rien faire, ça révélerait une certaine complicité, de fait, ou, pour le moins, une piètre résistance de la part de celles et ceux qui veulent toujours s'opposer au système dominant. Nous voyons bien que les dirigeants des différents pays de la planète, qui, toutes et tous, assurent de fait la poursuite de « l'ordre existant », rejettent régulièrement les actions qui iraient vers une autre logique, celle de la vie plutôt que celle des profits, des pouvoirs et des privilèges des dominants actuels. Le choc des impérialismes tel qu'il se concrétise depuis février 2022 dans la guerre en Ukraine avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous confirme que la liberté du commerce, la multiplication des échanges internationaux ne garantissent en rien l'installation de la démocratie ni

le maintien de la paix. Les interdépendances économiques n'ont en rien installé la paix, et la dépendance de nombreux États par rapport au marché mondial des céréales, particulièrement du blé, montre les limites des velléités de certains pays de mettre en avant les valeurs « universelles » des

L'environnement démocratique et politique

Depuis plusieurs décennies, un peu partout dans le monde, la dérégulation initiée par Reagan et Thatcher au début des années 1980 a été accompagnée d'un discours sur l'éthique des affaires, le développement durable, la responsabilité sociale des entreprises, c'est-à-dire par toute une phraséologie qui n'engageait à rien. Ainsi, constamment, les possédants accaparent aussi les mots et en détournent le sens. En 2022, nous continuons de constater de très forts décalages entre les affichages et les postures d'une part, les décisions prises et les trajectoires engagées d'autre part. Les gouvernements sont régulièrement complices de cette duplicité et y participent, en multipliant par exemple les dispositions qui élargissent le champ du « secret des affaires », rendant plus difficile l'intervention des salariés et des journalistes.

En France, nous voyons régulièrement comment les éventuels discours de dirigeants politiques et économiques sur la prégnance des questions écologiques se dissolvent en rien, ou presque, dès qu'il s'agirait de prendre des décisions concrètes. Ainsi, la Politique Agricole Commune (PAC – les fonds européens versés à l'agriculture) continue à être versée prioritairement à de grands groupes industriels (Doux, Lactalis, Sodial, etc.). Parmi les 24 premiers bénéficiaires, qui ont chacun perçu au moins 25 millions d'euros, on ne trouve aucun agriculteur. Les grandes exploitations agricoles qui perçoivent les fonds de la PAC pratiquent souvent la monoculture ou l'élevage intensif, forts consommateurs d'eau, et à grands renforts d'herbicides et de pesticides. Tout ceci se fait au détriment financier de la culture biologique et de la diversité des agricultures comme des élevages. Le ministre de la Transition écologique qui officie depuis début juillet 2022 a, lui aussi, dit avoir pris ces questions « à bras le corps » : il nous affirme que nous allons devoir nous adapter à la nouvelle situation. Ça signifie probablement qu'il ne s'agit plus de freiner les actuelles évolutions catastrophiques, il va s'agir de « faire avec ». Pour le gouvernement, les profits des profiteurs actuels doivent être maintenus, la rentabilité des capitaux investis doit être maintenue et améliorée, il faut donc, notamment, rejeter toute idée de « contraintes » (économiques, sociales, sanitaires,

droits humains. Face aux pénuries, la plupart des pays, et la grande majorité de leurs populations, relativisent certains principes. Les réalités économiques réduisent à peu les principes humanitaires de libertés démocratiques et de droits humains.

environnementales, etc.) qui viendraient mettre à mal la liberté d'entreprendre et la liberté des entreprises, la liberté des capitaux. Nous allons probablement, à plusieurs occasions dans la période, protester contre cette impéritie, cette duplicité, cette hypocrisie. Et, pendant le même temps, nous allons continuer de verser régulièrement notre obole à tous ces pollueurs, à tous ces destructeurs de la vie, en achetant leurs produits, en utilisant leurs services, en participant aux mutations sociales qu'ils mettent en place. La question du boycott est toujours une question d'actualité.

Dans de très nombreux domaines, nous constatons une collaboration, active ou résignée, d'une grande partie de la population à l'organisation sociale que, parfois, elle dénonce verbalement. Cette servitude volontaire est probablement intrinsèque à l'espèce humaine. Aujourd'hui, par exemple, par rapport à nos actes quotidiens d'asservissement au système dominant, nous rétorquons que nous ne pouvons pas faire autrement. Ce serait donc dire que nous serions « obligés » de faire comme nous faisons, ou n'est-ce pas plutôt que nous ne voulons pas faire autrement, car nous voulons faire comme les autres, nous voulons être avec les autres, vivre avec les autres et comme les autres.

Dans un tel environnement où ce sont les conditions même de la vie qui sont, et qui seront, de plus en plus souvent posées, et brutalement posées, la question démocratique est fondamentale. Là aussi, nos constats ne poussent guère à l'optimisme. Nous voyons bien que la démocratie a toujours autant de difficultés pour s'installer et perdurer dans un grand nombre de pays, voire, quasiment, de continents. Certaines idéologies, certains fondamentalismes religieux, quand ils accèdent au pouvoir politique et s'accaparent les pouvoirs économiques et civils, sont autant d'obstacles à la démocratie.

Nous savons que la démocratie ne s'exporte pas, qu'elle ne peut naître et vivre que par la volonté du plus grand nombre. Et nous constatons aussi que même dans les « vieux pays », ceux dont on dit parfois qu'ils ont une longue tradition démocratique, cet équilibre est toujours fragile.

Nombre de conditions indispensables à toute démocratie sont régulièrement menacées : l'équilibre et la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse, l'indépendance de la justice, l'égalité des droits entre toutes et tous sans distinctions selon l'origine, le sexe, la religion, la couleur de peau, l'âge, etc. Dans « nos démocraties », la réalité des pouvoirs continue, de fait, d'être accaparée en partie par la minorité, celle des possédants des principaux moyens de production.

Très concrètement nous voyons que les droits qui sont attachés à la propriété sont des outils qui réduisent la démocratie. Dans l'entreprise, ce sont les détenteurs de capitaux qui, pour l'essentiel, décident des productions et des modes de production. Le management rend les travailleurs dépendants des cadres et, finalement, des propriétaires des moyens de production et de distribution. Hors de l'entreprise, le marketing rend les consommateurs dépendants d'une multitude de biens et de services, et donc de ces mêmes propriétaires. Au quotidien, la démocratie est rognée par les pouvoirs des détenteurs de capitaux qui, de fait, décident d'une bonne partie de notre environnement au quotidien, de ce que nous allons manger, respirer, voir, lire, etc. Là aussi, la bataille des idées persiste, quoi qu'elle soit minoritaire et trop souvent passée sous silence. Nous voyons de jeunes étudiants qui refusent ce qu'on leur enseigne, ce qu'on leur fait faire, au point que des grands groupes ont des difficultés croissantes à fidéliser des jeunes diplômés. Une génération commence à vouloir rejoindre des entreprises plus porteuses de sens et moins voraces en temps de travail. Ce sont là des appuis pour des luttes sociales et syndicales d'appropriation de notre travail.

Une population de « Sans » continue de survivre, avec de très grandes difficultés, à la marge du reste de la société, et sous la menace constante de la force, du renvoi, de l'anéantissement. Les ségrégations n'ont pas disparu, voire renaissent sous l'impulsion de discours qui veulent ainsi faire passer au second plan le scandale de l'explosion des inégalités économiques et sociales et des concentrations énormes des revenus et des patrimoines dans les mains d'une minorité.

En France, chaque jour nous constatons que la concentration des pouvoirs dans la main d'une seule personne, celle qui a été élue à la présidence de la République, est un handicap pour l'épanouissement de la démocratie, celle-ci dépendant, de fait, très concrètement, du bon vouloir « de la Présidence ». À la suite des élections législatives, l'absence de majorité parlementaire pour le camp du Président de la République est venue donner un peu de marge de manœuvre au Parlement. Et

nous allons voir toutes les dispositions favorables au capital et aux multinationales soutenues par le parti du président, par la « droite classique » et souvent aussi par l'extrême-droite. Ceci va participer d'une relative clarification pour celles et ceux qui n'avaient pas encore tout compris.

Les évolutions technologiques sont un outil supplémentaire pour essayer d'annihiler l'extension de la démocratie. Au cours de la période, l'installation de la 5G sur la totalité de l'espace national illustre parfaitement ce que nous sommes en train de vivre. L'objectif semble être de connecter l'ensemble de la population mondiale. Cette opération est déjà bien engagée. Une majorité de la population est déjà connectée par son téléphone, par son ordinateur, par son smartphone. Et, sauf à passer pour un Amish et un adepte de la lampe à huile, pour être dans le coup, il faudra avoir un frigo connecté, un radiateur, le compteur électrique connecté, un oreiller connecté, un stylo, les portes de la maison et maints objets de la vie quotidienne, les auges et les mangeoires des bovins dans les fermes industrielles, etc. Les nouvelles connections vont être des occasions de cadeaux, à Noël et aux anniversaires. Tout ceci nécessite une nuée de satellites tout autour de la Terre, à plus ou moins de distances du sol, et avec tout un système d'antennes relais sur l'ensemble de la planète, car il ne faut laisser aucune zone « blanche ». C'est ainsi que nous allons de plus en plus vivre dans un brouillard électromagnétique, et ceci, sans que nous en ayons débattu, sans notre accord. Mais avec, plus ou moins, notre passivité, voire notre participation, notre complicité. L'humanité est installée dans un système qui devient un enclos numérique mondial. Nous devenons des drogués de la connexion. Demain, très facilement, la reconnaissance faciale sera mise en place progressivement, déjà la téléchirurgie nous est présentée comme un progrès, alors que ce qui serait nécessaire, c'est la présence d'une personne professionnelle à côté du malade. En Chine, chaque personne semble heureuse de savoir qu'elle est notée à tout moment et que son comportement quotidien lui permet de disposer d'un « crédit social » qui lui ouvre ensuite certains droits. Ce sont des domaines où nous devons faire vivre le débat. Trop souvent le monde change, parfois de façon fondamentale, sous l'impulsion de nouvelles « technologies » liées très souvent aux recherches et aux investissements des budgets militaires, et la grande majorité de la population suit docilement, voire s'émerveille. Débattre de ces questions au sein des organisations syndicales, dont l'UNIRS dans Solidaires, pourrait se faire en liaison avec des associations et des organisations qui luttent

contre la destruction de l'environnement et conscientisent les populations sur leurs habitudes de consommation et sur leurs conséquences tant pour leur propre santé que pour l'avenir de la vie sur la planète.

Notre organisation syndicale dénonce l'appropriation privée des moyens de production, notamment en ce qu'elle dépossède les travailleurs et les travailleuses de la maîtrise de leur travail et de sa juste rémunération. L'aspiration à la démocratie dans l'entreprise bute sur les pleins pouvoirs des propriétaires des entreprises. Mais nous sommes

L'environnement économique et social

Dans la période, nous aurons très probablement à nous opposer aux politiques publiques et à la façon dont elles vont appréhender les tendances lourdes qui font évoluer notre société : l'élévation continue du niveau d'éducation de la population (veiller à ce que ceci se fasse de façon égale), le vieillissement de la population (avec les questions des besoins de santé et d'accompagnement), la numérisation de plus en plus d'aspects de la vie sociale (avec la vigilance quant à la nécessité des rapports humains), la crainte qui va subsister de l'épidémie (avec le frein aux déplacements et aux mobilités, notamment, et les équilibres à trouver entre toutes les libertés).

La persistance probable de la guerre d'invasion menée par la Russie va installer un nouveau climat de tensions internationales, particulièrement en Europe. Au minimum, ceci continuera d'avoir des conséquences sur la circulation des marchandises et des personnes. Certains marchés connaissent déjà des tensions, et il est probable que nombre de secteurs et d'entreprises dominantes vont en profiter pour créer des raretés artificielles et, surtout, pour augmenter leurs prix et ainsi leurs profits. Déjà, nous avons vu s'accélérer les spéculations sur certains marchés (le blé et, en cascade, d'autres céréales de base au niveau mondial). Les inégalités économiques et sociales seront encore plus insupportables pour les plus pauvres et les plus précaires. De nouvelles couches de la population vont devoir passer d'une ère d'une relative abondance et d'un relatif gâchis à une époque de restrictions et de pénurie. Ceci peut amener la société à s'interroger sur la nature de ses « besoins » et à procéder à un nouveau classement dans la hiérarchie des besoins. Nous allons revivre ce qui s'est passé pour les « métiers essentiels » lors du premier confinement. Ceci peut être un moment de débat démocratique où il faudrait pouvoir faire en sorte que les choses reprennent sens : comment

quasi silencieux en ce qui concerne la consommation. Il faut politiser la consommation. Nos choix de consommation sont aussi des choix de production. Les libéraux nous font croire que la liberté des marchés installe la démocratie, que chaque consommateur vote avec son porte-monnaie (un euro acheté, une voix donnée). Sauf que les marchés agrègent une multitude de choix individuels sans permettre de choisir entre différents projets de société. Ainsi, les gagnants ce sont toujours les marchands. Il faut "armer" les consommateurs et faire le choix, là aussi, de l'autonomie.

répondre à la hausse des prix (la remise de « chèques énergie » aux plus pauvres ne peut être suffisante), comment faire vivre la solidarité dans ce nouveau contexte, quels transferts des individus à l'État, quelle souveraineté énergétique, alimentaire, sanitaire, quelle maîtrise de notre avenir commun, etc. Il nous faudra débattre de nombreuses questions si nous voulons répondre aux réalités changeantes du monde.

Et nous aurons toujours à mener les batailles « traditionnelles » dans notre société dominée par l'idéologie néolibérale. Le partage des richesses et l'opposition à l'accaparement de l'essentiel par le capital. Encore un fameux détournement des mots que d'entendre celles et ceux qui ne cessent d'exploiter les travailleuses et les travailleurs nous dire qu'il faut « revaloriser » le travail, qu'ils attachent de l'importance à la « valeur travail ». C'est incroyable de voir celles et ceux qui exploitent le travail des autres, qui en vivent, et souvent très bien, oser venir se présenter comme les défenseurs de la « valeur travail ». Les personnes les mieux placées pour parler de la « valeur travail » sont assurément celles et ceux dont c'est l'horizon quotidien, depuis le berceau jusqu'à la mort. Il ne suffit pas d'applaudir les infirmières et les personnels de santé au plus fort d'une pandémie, de louer les pompiers quand ils s'échinent à éteindre les forêts incendiées ou à sauver des personnes victimes d'inondations, de remercier seulement le jour de la rentrée les enseignantes et les enseignants qui éduquent et instruisent les enfants tout au long de l'année. Il s'agit de donner les moyens à celles et ceux qui travaillent de bien pouvoir assurer leur travail, et c'est très concret pour les pompiers, les infirmières, et mille autres métiers (conditions de travail, moyens matériels, effectifs suffisants, etc.). Il s'agit aussi, particulièrement dans une société où les « valeurs » se mesurent fortement par la

rémunération, de reconnaître cette « valeur travail » en la payant à son juste prix. Et il faut que celles et ceux qui travaillent puissent se reconnaître dans leur travail. Trouver un sens à son travail est une demande générale de toutes celles et de tous ceux qui passent l'essentiel de leur vie à la gagner. Très concrètement ceci veut dire que le mouvement syndical doit fortement se battre pour que les travailleurs et les travailleuses aient effectivement leur mot à dire sur ce qu'ils et elles produisent, pour quoi, pour qui, et comment. En ce sens, il est réconfortant de constater le début d'une certaine contestation de tout ceci par des salariées et salariés, voire de jeunes diplômés, se traduisant par des démissions, individuelles ou collectives, par des refus de servir dans certaines entreprises compte tenu de ce qu'elles font.

Nos revendications

Nos revendications prennent en compte toutes ces dimensions, écologique, démocratique et politique, économique et sociale.

Un meilleur pouvoir d'achat, c'est non seulement une vie digne pour tout le monde, mais aussi pouvoir manger sain et être en meilleure santé. Ce n'est pas la multiplication des chèques « carburant », « alimentaire » ou autres. C'est, au départ, un autre partage des richesses.

La dette publique résulte en très grande partie des cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus riches (à commencer par les aides énormes accordées aux banques lors de la crise financière de 2008 et où nous avons vu des dettes privées à la charge d'actionnaires devenir des dettes publiques à la charge des contribuables). Son apurement doit se faire par une réforme fiscale et sociale d'ampleur faisant participer effectivement les détenteurs de capitaux aux charges communes. Dans l'immédiat, il s'agit aussi de taxer les superprofits réalisés tout au long de la « crise énergétique ».

Des services publics, c'est aussi des droits démocratiques pour tou-te-s, des transports plus écologiques, un urbanisme repensé.

Avec l'exigence d'une prise en charge des dépenses de santé à 100 % par la Sécurité sociale, nous demandons un renforcement de l'hôpital public, la création d'un service public de l'aide à l'autonomie, à domicile comme en établissement, et donc la création d'EHPAD publics. Au cours de l'année, nous aurons à nous battre pour le vote

Quand les tenants du libéralisme occupent la scène avec la « valeur travail, ce qu'ils veulent, c'est que les travailleurs continuent de travailler pour leurs profits particuliers. Au quotidien, nous aurons encore à agir pour l'installation d'un système fiscal et social qui fasse participer chacune et chacun en fonction progressive de la réalité de ses revenus et patrimoines. L'élargissement du champ d'intervention des services publics et le renforcement comme l'élargissement de la Sécurité sociale resteront des priorités quotidiennes. D'ores et déjà, nous savons que ce sont des domaines où la lutte de classe va encore se manifester au cours de la période.

Nous mènerons ces combats dans et avec notre Union syndicale et avec les autres organisations syndicales de retraité·e·s.

d'une « Loi Grand Âge » répondant aux besoins d'une solidarité intergénérationnelle et au vote d'une loi permettant à chacune et à chacun de choisir sa fin de vie. Nous savons que l'égalité devant la maladie passe aussi par une meilleure prévention, par un environnement sain qui diminue les soins et évite l'épuisement de la planète.

Nous avons à nous battre particulièrement contre la marchandisation de la perte d'autonomie. C'est scandaleux de faire du profit sur la santé des personnes en général, et sur la perte d'autonomie des plus fragiles en particulier.

Nous avons à nous battre pour que l'hôpital (notamment les urgences), partout sur l'ensemble du territoire, puisse accueillir toutes les personnes qui ont besoin d'être soignées. C'est une question de vie ou de mort parfois.

Nous avons à nous battre pour que plus personne ne renonce aux soins par manque de moyens financiers.

Nous aurons à nous battre contre la réforme des retraites qui vise à faire travailler plus le plus grand nombre pour l'enrichissement de la minorité la plus riche et pour l'augmentation liée des retraites et des salaires.

Nous aurons à nous battre pour un renforcement et un élargissement de la Sécurité sociale, dont le financement sera pérennisé par un élargissement des cotisations sociales.